

La lente agonie de l'hôpital public

écrit par Pierre Duriot | 7 janvier 2024



La patiente qui témoigne a des difficultés respiratoires et tousse depuis 6 jours sans arrêt, étouffe, a de la fièvre, est épuisée, annule son réveillon et s'en va pour une hospitalisation dans un hôpital de préfecture de province. Il y a beaucoup de problèmes respiratoires autour d'elle, dont on pourra toujours dissenter sur l'origine. L'âge moyen

des personnes présentes est de 60 ans. Le problème est que ces personnes sont sur des lits-brancards, dans le couloir, depuis des heures. La patiente subit une prise de sang et la pose d'un cathéter, puis une mise sous masque oxygène pour la soulager, dans le couloir, au bout de six heures, avant d'être prise en charge dans un box, où elle reste en blouse, pendant encore des heures.

A l'autre bout du couloir, un jeune pète les plombs. On lui avait dit qu'il y avait trois heures d'attente, mais au bout de ces trois heures, il n'y a rien, il s'agace, hausse le ton, menace de leur « rentrer dedans ». C'est « de la faute à Macron », répète-t-il. Les policiers rappellent, discutent avec l'homme qui veut un arrêt de travail.

Ils ne sont que deux médecins plus un interne, pour soixante patients, dont une partie dans les couloirs. Certains partent et d'autres prennent la place, dans un jeu de chaises musicales surréaliste. La patiente qui témoigne est dans le box, depuis plus de deux heures et toujours personne. Elle se sent comme dans un pays du tiers monde. Finalement, une infirmière l'emmène vers la radio et explique qu'il n'y a plus de place dans l'hôpital, alors ils sont obligés de laisser les gens dans les couloirs. Elles donnent les repas dans les couloirs, pas le choix. Certains sont sur des brancards depuis deux jours, dont on ne sait pas trop, au premier regard s'ils sont morts ou encore vivants. Bonne âme, elle cède son brancard et prend une chaise, se sent mieux assise. Le personnel est en rupture de tout. Une infirmière part chercher une bouteille d'oxygène dans une pharmacie de garde.

La réalité est que 75 000 lits d'hôpitaux ont été fermés en seize ans, soit une baisse de 16%, toutes disciplines et tous secteurs confondus. Il s'agit d'une dynamique de fermetures de lits antérieure à celle perpétuée par Emmanuel Macron, le tout dans un pays dont on sait qu'il vieillit et qui a été marqué par une épidémie. Laquelle n'a représenté

en fait que 2 à 5% des statistiques hospitalières, tout en occupant 100% de l'espace médiatique. Le mandat d'Emmanuel Macron a confirmé la tendance à la suppression et ce, malgré les « Ségur » et autres promesses qui sont passées on ne sait où. Les directeurs de CHU ont confirmé la fermeture de 14 à 18 % des lits en Île-de-France. Dans les autres régions, dans les plus grands hôpitaux on oscillerait entre 1 et 12 %. Même si les pouvoirs publics soutiennent le développement de l'ambulatoire, dans les faits, il reste presque une moitié d'hospitalisations classiques avec hébergement. A noter que les fermetures de lits ont continué pendant la crise du coronavirus.

À cela s'ajoute un manque de personnel soignant, un épuisement global, des démissions et le licenciement déguisé des soignants non vaccinés, dont on sait maintenant que cela n'a servi à rien. Certains lits seraient donc fermés temporairement, du fait du manque d'infirmières et de médecins, pour accueillir et soigner tous les patients et être en mesure de « remplir » ces lits convenablement. Une « logique comptable » de l'hôpital public est donc bien à l'oeuvre, mais pas pour tout le monde puisque l'argent disponible pour l'aide médicale aux étrangers. L'AME est en très forte augmentation, ce qui fait que les patients français peuvent avoir légitimement l'impression de passer après les autres, alors qu'ils cotisent.

La dette des hôpitaux publics a atteint 30 milliards d'euros en 2020, quand les bénéfices cumulés des hôpitaux privés s'élevaient à 533 millions d'euros pour 17,6 milliards de recettes. 99 % des établissements publics rencontrent des difficultés, faute de personnels suffisants, notamment dans les hôpitaux de province, hors CHU, où la situation en matière de ressources humaines s'est fortement dégradée, avec des postes d'infirmiers non pourvus.

Il est donc urgent de revaloriser ces personnels, de les former, d'améliorer les conditions de travail et de

rationaliser la gestion. Le gouvernement Macron a bien fait des annonces, mais elles restent largement insuffisantes et le système ne redécoupe pas pour autant, dans une ambiance de liquidation pure et simple, certes à petit feu, de cet hôpital public, qui comme le système éducatif, fut à une époque, le plus envié au monde.

<https://rassemblementdupeuplefrançais.com.wordpress.com>

Pierre Duriot : porte parole du Rassemblement du Peuple Français